

PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le - 5 FEV. 2013

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Marie-Christine BENINCASA  
☎ : 04 72 61 37 35  
✉ : marie-christine.benincasa@rhone.gouv.fr

## ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générale applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générale applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2925 accumulateurs ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 2004 régissant le fonctionnement des activités de la société A.M.F Qualité Sécurité Environnement situé avenue du 24 août 1944 à CORBAS ;

VU le rapport du 14 janvier 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement situé 9 avenue du 24 août 1944 à CORBAS exploité par la société AMF Qualité Sécurité a permis à l'inspection des installations classées de constater que :

- les toitures ne disposent pas sur 2% de leurs surfaces de «dômes de désenfumage à ouverture automatique et manuelle»,
- le local de charge n'est pas maintenu propre et n'est équipé, ni de détecteurs d'hydrogène, ni de capteur de fumée ;

CONSIDERANT donc que la société AMF Qualité Sécurité Equipement ne respecte pas les dispositions des deux premiers alinéas du point 1.3.2 et du dernier alinéa du point 2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2004 ni celles du point 4.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation des installations en cause, dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

### ARRÊTE :

**ARTICLE 1er :** La société A.M.F Qualité, Sécurité Environnement située 9 avenue du 24 août 1944 à CORBAS, est mise en demeure de respecter :

- dans le délai de **deux semaines**, les dispositions du dernier alinéa du point 2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2004 précité,

- dans le délai de **six mois**, les dispositions du point 4.3 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 précité et des deux premiers alinéa du point 1.3.2 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2004 susvisé ;

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

**ARTICLE 4 :** La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de CORBAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **- 5 FEV. 2013**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale,



Isabelle-DAVID